



La Lettonie rejoint la zone euro

La Lettonie est devenue le 1^{er} janvier 2014 le 18^e État membre de la zone euro. Cette adhésion est l'aboutissement d'un processus de convergence qui avait donné lieu à un rapport publié par la BCE en juin 2013. La Lettonie, qui est membre de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004, prévoyait d'intégrer la zone euro dès 2008, mais le pays a été frappé par une importante crise économique en 2008-2009 qui s'est notamment traduite par une chute de 25 % du PIB (17 % pour la seule année 2009). Cette crise a justifié l'application d'un plan de redressement économique drastique, ce qui a permis à la Lettonie de satisfaire aux critères de convergence (inflation, déficit public, stabilité des taux de change et taux d'intérêt à long terme).

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 9 janvier, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse : « Les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro devraient rester contenues à moyen terme. Corroborant ce scénario, les évolutions monétaires et celles du crédit demeurent atones. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro sont solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Cette configuration continue d'indiquer que nous pourrions connaître une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle vers des taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs tient à souligner qu'il maintiendra une orientation accommodante de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire, ce qui soutiendra la reprise progressive de l'économie dans la zone euro. En conséquence, nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Comme indiqué précédemment, cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires. ».

2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,1 % en novembre 2013, stable par rapport à avril. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 10,9 %, stable depuis mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à novembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,8 % et 10,8 %. En novembre 2013, 26,553 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE28 dont 19,241 millions en zone euro. Par rapport à octobre 2013, le nombre de chômeurs a augmenté de 19 000 personnes dans l'UE28 et de 4 000 en zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,2 %) et au Luxembourg (6,1 %) ; à l'inverse, les plus élevés se retrouvent en Grèce (27,4 %) et en Espagne (26,7 %).

Actualité législatives

Publications au Journal Officiel

Loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=13ABB484C15CD1F551C6B9A960DE84AA.tpdjo01v_1?cidTexte=JORFTEXT000028424785&dateTexte=

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=78B5F96C3A1ECA08706AE632EC6D60EE.tpdjo02v_2?cidTexte=JORFTEXT000028396367&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Arrêté du 23 décembre 2013 relatif aux conditions d'accès aux activités bancaires et financières et à leur exercice.

http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=A9236DDF06544416AA53117466B000DB.tpdjo06v_1?cidTexte=JORFTEXT000028396396&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000028396022

Divers

SEPA : Communiqués de la Commission européenne et de la BCE du 9 janvier 2014 sur l'instauration d'une période de transition.

Communiqué de la Commission Européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-6_fr.pdf / Communiqué de la BCE : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-de-l-eurosysteme-relative-a-la-date-de-fin-de-migration-vers-le-SEPA.pdf

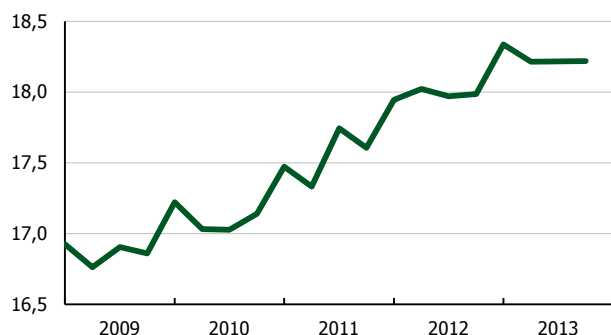
La BCE a présenté le 13 janvier un nouveau billet de la série « Europe » de 10 euros.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-presentation-du-nouveau-billet-de-10-euros.pdf

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une activité financière toujours modérée à la réunion

Concours bancaires (en milliard d'euros)

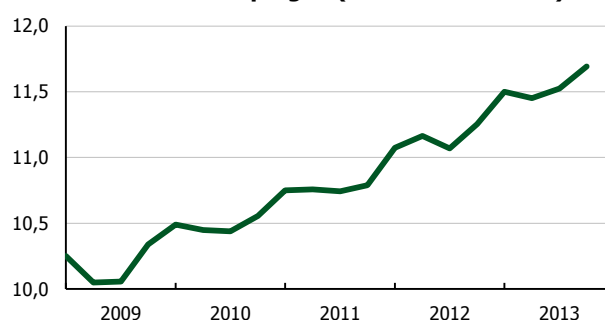


Source : IEDOM, Surfi

Depuis début 2013, l'encours brut total des crédits consentis à l'économie reste stable, à 18,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2013. La progression des crédits aux ménages est intégralement compensée par la baisse de ceux consentis aux collectivités locales. Les concours consentis aux ménages se redressent ainsi (+ 1,0 %), après deux trimestres consécutifs durant lesquels ils avaient légèrement baissé (de 0,4 % puis 0,2 %). A l'inverse, l'encours des crédits consentis aux collectivités locales continue de se contracter (- 3,1 %). Les crédits aux entreprises restent stables, la bonne orientation des crédits immobiliers (essentiellement tournés vers le logement social) suffisant tout juste à annuler la baisse sensible des crédits d'investissement et d'exploitation.

Le total des actifs détenus par les établissements de crédit implantés localement représente 11,7 milliards d'euros à fin septembre 2013, et progresse de 1,4 % (+ 3,9 % sur un an). L'ensemble des composantes des actifs financiers contribuent à cette hausse, même si les placements liquides ou à court terme progressent plus rapidement que les placements à plus long terme, signe d'une préférence toujours marquée des agents économiques pour la liquidité. Ainsi, l'encours des dépôts à vue augmente de 2,4 % et les placements liquides de 1,5 %. L'épargne à long terme progresse plus lentement (+ 0,5 %).

Collecte d'épargne (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au troisième trimestre 2013 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Diminution progressive de la sinistralité

Les créances douteuses brutes portées par l'ensemble des établissements de crédit baissent légèrement au troisième trimestre 2013 (- 0,3 %, contre + 0,1 % au trimestre précédent). Sur les douze derniers mois, elles diminuent de 4,6 %, témoignant d'une nette réduction de la sinistralité depuis la fin de l'année 2012. Le poids des créances douteuses reste cependant élevé, à 6,1 % de l'encours total des crédits à l'économie (contre 6,5 % un an auparavant). Leur taux de provisionnement s'établit à 57,6 % à fin septembre 2013, une nouvelle fois en baisse de 0,3 point par rapport au trimestre précédent, en raison de reprises sur les provisions constituées par les banques.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

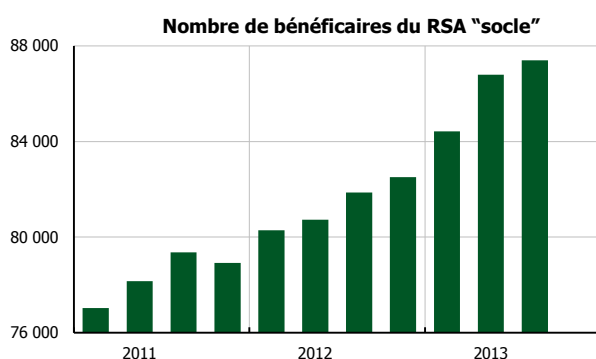
LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2013	130,6	+ 0,3 %	+ 0,8 %
	IPC France entière		127,6	+ 0,3 %	+ 0,7 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Novembre 2013	26 735	+ 1,4 %	- 9,1 %
	Cumul (milliers d'euros)		258 993	-	- 3,9 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Novembre 2013	419,1	+ 11,8 %	- 8,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	4 045,5	-	- 6,5 %
	Exportations (millions d'euros)	Novembre 2013	26,5	+ 7,6 %	- 30,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	264,7	-	- 5,9 %
Demands d'emploi (DTEFP)	Demands d'emploi de catégorie A (données CVS)	Novembre 2013	133 910	- 0,9 %	+ 2,9 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Novembre 2013	166 216	- 15,0 %	+ 1,8 %
	Cumul	cumul Nov.	1 852 813	-	- 2,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2013	59 400	- 12,3 %	- 0,8 %
	Cumul	cumul Sept.	574 500	-	- 2,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Octobre 2013	19 724	-	- 11,4 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Octobre 2013	266,1	-	- 7,4 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2013	15 833	-1,2 %	- 6,2 %

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 3^e trimestre 2013



Source : CAF

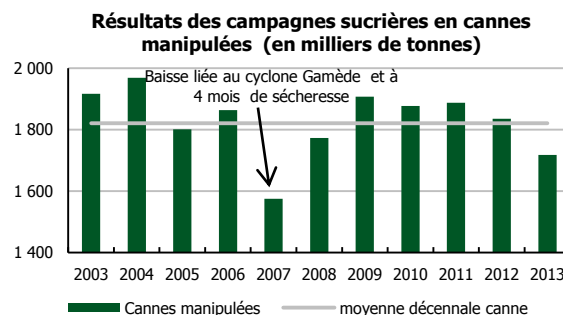
Le nombre de bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1^{er} janvier 2011, s'inscrit en hausse de 0,7 % à fin septembre 2013 par rapport à fin juin 2013. Sur un an, ce nombre progresse de 6,8 %. Cette augmentation concerne principalement les femmes sans enfant et les personnes de plus de 60 ans, qui augmentent respectivement de 2,3 % et de 5,8 %.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 134,0 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du troisième trimestre 2013, soit une hausse de 0,8 %.

Baisse du volume de cannes manipulées lors de la campagne 2013

La campagne cannière 2013 s'inscrit en baisse par rapport à celle de 2012, en raison de la sécheresse qui sévit depuis plus de trois ans. Les volumes de cannes manipulées diminuent ainsi de 6,4 % par rapport à 2012. Les résultats de 2013 sont également inférieurs à la moyenne décennale (- 5,7 %).

Les deux usines sucrières sont touchées par cette contraction. Les volumes de cannes manipulées reculent ainsi de 8,2 % à l'usine de Bois rouge et de 4,6 % à l'usine du Gol.



source : eRcane

Légère hausse de l'emploi dans le secteur privé au 3^e trimestre 2013

L'emploi dans le secteur privé progresse légèrement de 0,4 % au troisième trimestre 2013 par rapport troisième trimestre 2012, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse légèrement de 0,6 % au niveau national. Cette hausse est portée par les services, hors commerce et les services d'hébergement et de restauration. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 1,8 % à La Réunion sur un an, contre + 1,2 % au niveau national.

Pose de la première pierre de la Nouvelle route du littoral

Le Président de Région, Didier ROBERT et Jean-Luc MARX, Préfet de la Réunion, ont officiellement lancé le début des travaux de la Nouvelle route du littoral le 20 décembre 2013. Ainsi, La pose de ce premier accropode (bloc de béton servant à briser la houle) symbolise le démarrage du chantier de la Nouvelle Route du littoral.

Pour mémoire, le coût du projet est de 1,632 milliard d'euros. Le chantier bénéficie de 789 millions d'euros d'aides de l'État et de 151 millions d'euros de l'Union Européenne, via le Feder. La Région intervient également au financement, à hauteur de 692 millions d'euros.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

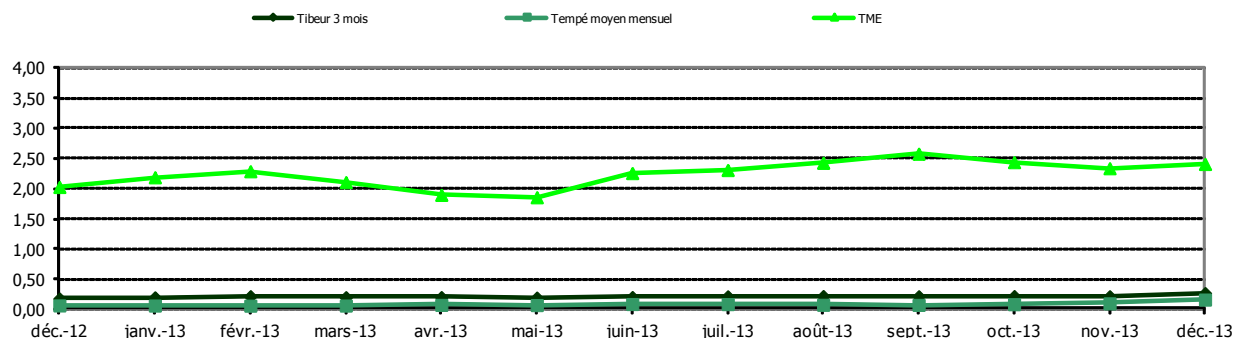
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2013)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,0805%	0,0924%	0,1057%	0,1694%	0,2160%	0,2750%	0,3720%	0,5440%	
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
2,58%	2,44%	2,34%	2,41%	2,78%	2,64%	2,54%	2,61%	

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er janvier 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,04%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,51%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,76%
Prêts-relais	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,83%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,31%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,36%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,12%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,35%	Découverts en compte (1)	13,31%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

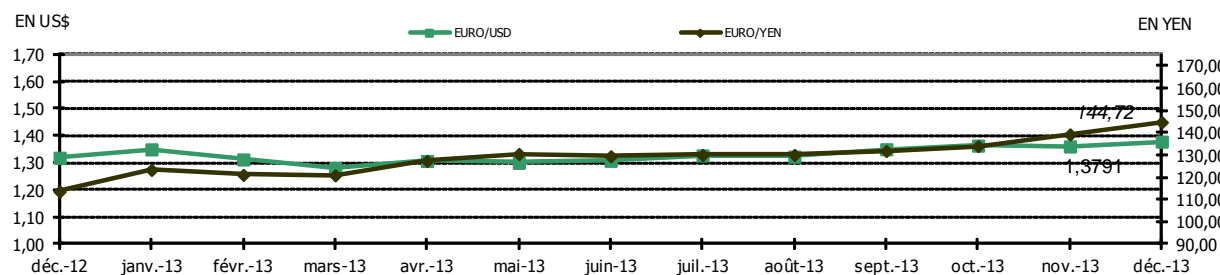
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3791	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,5660	EURO/SRD (Surinam)	4,5349
EURO/JPY (Japon)	144,7200	EURO/BWP (Botswana)	12,0176	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4598
EURO/CAD (Canada)	1,4671	EURO/SCR (Seychelles)	16,5859	EURO/DOP (Rép. Dom.)	58,6788
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83370	EURO/MUR (Maurice)	41,2607	EURO/BBD (La Barbade)	2,7484
EURO/SGD (Singapour)	1,7414	EURO/BRL (Brésil)	3,2576	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,8087
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6933	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,6467	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3078,2352	EURO/XCD (Dominique)	3,7104	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer le 15 janvier 2014 - Dépôt légal : janvier 2014 - ISSN 1240-3857